

NATIONS UNIES

CONSEIL  
DE TUTELLE



Distr.  
LIMITÉE  
T/C.18/L.9  
18 janvier 1950  
FRANÇAIS  
Original : ANGLAIS

Distr. double

Sixième session

Point 18 de l'ordre du jour

COMITÉ POUR LA SOMALIE ITALIENNE  
PROJET DE RAPPORT DU COMITÉ AU CONSEIL DE TUTELLE

Rapporteur : M. J.D. INGLES (Philippines)

1. Le Comité pour la Somalie italienne, composé de représentants de la République dominicaine, de la France, de l'Irak, des Philippines, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et des États-Unis d'Amérique, a été créé en vertu de la Résolution 112 (II-S), adoptée par le Conseil de Tutelle à la troisième séance de sa deuxième session extraordinaire, le 9 décembre 1949 (T/422).

2. Le Comité était chargé de rechercher un accord sur le texte d'un projet d'accord de tutelle rédigé conformément à la section B de la Résolution A sur la question du sort des anciennes colonies italiennes, adoptée par l'Assemblée générale le 21 novembre 1949 [Résolution 289 (IV)], en tenant compte de tout projet que l'Italie pourrait proposer. Le Comité était, en outre, habilité à admettre des représentants de l'opinion locale, tels que les représentants de partis politiques et d'autres organisations de Somalie, à exposer, s'ils le désiraient, leurs points de vue devant lui. Enfin, le Comité était chargé de présenter son rapport, comprenant le texte d'un projet d'accord de tutelle, si possible, au début de la sixième session ordinaire du Conseil (T/422).

3. Le Comité a tenu sa première séance, à Lake Success, le 13 décembre 1949, puis s'est réuni à nouveau à Genève, le 19 janvier 1950. Entre le 13 décembre 1949 et le 19 janvier 1950, le Comité a tenu dix-sept séances. À sa première

RECEIVED

FEB 2 1950

UNITED NATIONS  
ARCHIVES

séance, le Comité a élu comme Président R. M. HENRIQUEZ-URENA (République Dominicaine) et comme Rapporteur H. EVANGELISTA (Philippines); par la suite, M. J. D. INGLES a remplacé H. EVANGELISTA.

4. Conformément à la décision prise par le Conseil de Tutelle le 8 décembre 1949, le représentant de l'Italie a été invité à participer aux travaux du Conseil, sans droit de vote, en raison du fait que l'Italie avait été désignée par l'Assemblée générale comme Autorité chargée de l'Administration du Territoire et que le Conseil avait été chargé, aux termes de la Résolution 289 (IV) du 21 novembre 1949, de négocier avec l'Italie un Accord de tutelle (T/PV.195). A la suite de requêtes présentées par les représentants de l'Egypte, de l'Ethiopie et de la Colombie, le Conseil a décidé d'inviter des représentants de ces trois Etats à participer sans droit de vote aux discussions portant sur l'Accord de tutelle pour le Territoire (T/PV.196). Le représentant de l'Inde a été également invité à prendre part aux travaux du Conseil ou de l'un quelconque des Comités ou Commissions de celui-ci, pour autant que leurs travaux intéresseraient les principes généraux de la Constitution du Territoire sous tutelle (T/PV.196). En conséquence, les représentants de l'Italie, de l'Egypte, de l'Ethiopie et de la Colombie ont pris part aux délibérations du Comité, mais le représentant de l'Inde n'a assisté qu'à la première séance. Un représentant de l'Organisation internationale du Travail a été admis aux séances que le Comité a tenues à Genève (T/AC.18/SR.2).

5. Deux projets complets d'Accord de tutelle et une Déclaration de principes constitutionnels pour le Territoire ont été présentés par le Gouvernement de l'Italie (T/429) et par la délégation des Philippines (T/440, T/440/Corr.1, T/440/Corr.1/Add.1 et T/440/Corr.1/Add.2). Le représentant de la République Dominicaine a présenté une note contenant des principes et des suggestions pour l'Accord de tutelle concernant la Somalie (T/AC.18/L.3). Le représentant de l'Irak a présenté, pour être joint à l'Accord de tutelle, un avant-projet d'Annexe relative à l'enseignement (T/AC.18/L.6). Par la suite, le représentant de l'Irak a accepté et le Comité a décidé d'incorporer

au texte de l'Accord certaines dispositions de l'Annexe proposée par le représentant de l'Irak.

6. Le Comité a examiné en détail les trois projets proposés pour l'Accord de tutelle envisagé et s'est mis d'accord sur un texte combiné. Dans l'examen qu'il a fait de la Déclaration de principes constitutionnels à annexer à l'Accord de tutelle, le Comité a pris pour base l'Annexe proposée par la Déclaration de l'Inde (T/420). Le Comité a également réussi à faire l'accord sur le texte combiné d'une Déclaration de principes constitutionnels à annexer à l'Accord de tutelle dont elle fera partie intégrante.

7. Aucun représentant de partis politiques ou d'organisations somalis ne s'est présenté devant le Comité pour exprimer leurs vues sur le projet d'accord de tutelle.

8. Le représentant du Royaume-Uni a demandé que les déclarations suivantes fussent incorporées au rapport du rapporteur :

(i) En ce qui concerne l'article premier du projet d'Accord :

"J'ai écouté avec intérêt les observations du distingué représentant de l'Ethiopie. J'ai eu l'impression que, d'une façon générale, le texte de cet article relatif aux frontières était dans son ensemble acceptable pour lui. Comme je l'ai déjà indiqué, cet article, d'après mes informations, expose de façon exacte la situation et ma délégation est disposée à l'appuyer sous cette forme pour le présenter au Conseil de Tutelle. Toutefois, en raison des réserves qui viennent d'être faites par le distingué représentant de l'Ethiopie, je tiens à réserver à ma délégation le droit de revenir ultérieurement sur la question, le cas échéant."

(ii) En ce qui concerne le deuxième alinéa de l'article 21 :

"Vous vous souviendrez, sans doute, que, lorsque le distingué représentant des Etats-Unis d'Amérique a proposé de remplacer le deuxième alinéa de l'article 21 par le texte dont nous sommes actuellement saisis, j'ai réservé l'attitude de ma délégation

Ma délégation n'a pas d'objection à présenter contre la rédaction proposée par la délégation des Etats-Unis d'Amérique, mais, pour les motifs que j'ai indiqués à une séance précédente du Conseil à Lake Success, au cours de laquelle la question de la Somalie italienne avait été examinée, mon gouvernement considère comme extrêmement

important et, à vrai dire, comme indispensable, pour des raisons liées aux conditions climatiques, que, conformément à ce qui était évidemment l'intention de l'Assemblée générale, le gouvernement de l'Italie prenne en charge aussitôt que faire se pourra, l'administration du Territoire.

Nous estimons encourageants les résultats atteints par ce Comité et nous avons pleine confiance que le Conseil de Tutelle sera en mesure de donner son approbation au présent projet d'accord à une date très rapprochée."

Mais en attendant, mon Gouvernement interprétera cet alinéa et notamment la dernière phrase de celui-ci comme autorisant la conclusion d'arrangements provisoires entre le Gouvernement de Sa Majesté et le Gouvernement de l'Italie "en vue du transfert régulier des pouvoirs administratifs". Comme les membres du Comité s'en rendent certainement compte, il n'est pas possible d'assurer ce transfert régulier sans établir d'abord un certain nombre de plans et sans procéder à d'importants travaux préparatoires. Un tel transfert ne peut se faire en un jour ni en une semaine ni même en un mois. A cet effet, des entretiens réunissant des représentants du Gouvernement de Sa Majesté et des représentants de l'Italie se déroulent actuellement à Rome pour étudier les arrangements préparatoires à la due application de la résolution de l'Assemblée générale."

9. Le représentant de l'Italie a demandé que les déclarations suivantes fussent incorporées au rapport du Rapporteur :

1) à propos de la question des frontières :

"J'ai déjà exposé les vues de mon Gouvernement sur la question des frontières. Notre rôle en la matière, ainsi d'ailleurs que dans toute négociation future, consistera seulement, conformément aux fins de la tutelle que nous acceptons, à protéger au mieux les intérêts du peuple somali. Il faut que la limite entre le futur Etat somali indépendant et l'Ethiopie soit fixée de manière à garantir les relations pacifiques et les rapports de bon voisinage

...



entre la Somalie et l'Ethiopie. C'est dans cet esprit que je m'associe à notre distingué collègue du Royaume-Uni, dont les réserves peuvent être considérées comme ayant été présentées également par le représentant de l'Italie."

(ii) Au sujet du Conseil consultatif :

"Il est entendu qu'en ce qui concerne l'Italie, l'examen des plans (Article 8) par le Conseil consultatif pourra porter également sur l'aspect financier de chaque plan."

(iii) Au sujet des Droits de l'homme :

"Je puis donner au distingué délégué des Philippines l'assurance qu'il est tenu compte dans la Constitution italienne et dans les textes législatifs en vigueur en Italie de toutes les questions traitées dans les sept points de la deuxième partie de la proposition d'amendement présentée par ce délégué."

10. Le représentant des Philippines a demandé que la déclaration suivante du représentant de l'Italie fût insérée dans le rapport du Rapporteur.

Au sujet du maintien de troupes dans le territoire, 12 janvier 1950 (T/AC.18/SR.6) : "Répondant aux espoirs formulés par le représentant de l'Ethiopie, le représentant de l'Italie déclare que son pays affirme formellement son intention de ne pas employer dans le Territoire sous tutelle des troupes métropolitaines plus importantes que celles qu'entretiennent à l'heure actuelle les autorités britanniques administrant la Somalie. L'Italie serait même très heureuse qu'il lui fût possible d'en réduire le nombre."

11. Au cours de l'examen du projet d'accord, deux propositions ont été présentées par les délégués du Royaume-Uni et de l'Italie respectivement.

La proposition présentée par le Royaume-Uni est ainsi conçue :

"L'Autorité chargée de l'administration appliquera dans le Territoire les dispositions des Articles 75, 76, 78, 81, 83 (les dispositions de ce dernier Article devant également être appliquées aux différends auxquels pourra donner lieu l'Article 76, et 84 et de l'Annexe XV du Traité de paix avec l'Italie, dans la mesure où ces dispositions sont applicables, étant entendu que le délai fixé par ces dispositions sera calculé à compter de la date à laquelle l'Italie assumera la responsabilité de l'administration provisoire du Territoire."

La proposition présentée par l'Italie est ainsi conçue :

"L'Autorité chargée de l'administration inclura dans le premier rapport qu'elle adressera au Conseil de tutelle un compte rendu de la situation existant dans le Territoire en ce qui concerne les biens appartenant à des ressortissants, à des associations ou à des sociétés d'Etats Membres des Nations Unies."

Le Comité a décidé de ne pas procéder pour le moment à l'examen de ces deux propositions et de les soumettre au Conseil en vue de leur examen final et de la décision à prendre à leur sujet.

12. Le représentant de l'Italie ayant informé le Comité que le Gouvernement italien donnait son approbation au texte du projet d'accord de tutelle élaboré par le Comité, le Comité sous les réserves et observations formulées dans les paragraphes 8, 9 et 11 ci-dessus, recommande à l'unanimité à l'approbation du Conseil de tutelle le projet d'accord de tutelle pour le Territoire autrefois connu sous le nom de Somalie italienne, projet dont le texte est reproduit ci-après :

TEXTE PROVISOIRE D'UN ACCORD DE TUTELLE POUR LE TERRITOIRE  
PRECEDEMMENT CONNU SOUS LE NOM DE SOMALIE ITALIENNE

---

Préambule

ATTENDU que les Articles 75, 76 et 77 de la Charte des Nations Unies comportent certaines dispositions relatives au régime international de Tutelle;

ATTENDU que par l'Article 23 du Traité de paix entre les puissances alliées et associées et l'Italie, signé à Paris le 10 février 1947, l'Italie a renoncé à tous droits et titres à l'égard de ses possessions territoriales d'Afrique, à savoir : la Libye, l'Erythrée et la Somalie italienne;

ATTENDU qu'en application du paragraphe 3 de l'Annexe XI dudit Traité, l'Assemblée générale des Nations Unies a été invitée à formuler certaines recommandations au sujet du statut futur des territoires visés à l'Article 23 dudit Traité;

ATTENDU qu'aux termes du paragraphe 3 de l'Annexe XI dudit Traité, les Gouvernements de la France, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, du Royaume-Uni et des Etats-Unis d'Amérique sont convenus d'accepter la recommandation de l'Assemblée générale des Nations Unies en la matière;

ATTENDU que l'Assemblée générale, après avoir examiné la question lors de ses troisième et quatrième sessions, a adopté à sa 250ème séance plénière le 21 novembre 1949 une résolution recommandant, en ce qui concerne le territoire précédemment connu sous le nom de Somalie italienne, que ce territoire constitue un Etat indépendant, et souverain, que son indépendance devienne effective à l'expiration d'un délai de dix ans à dater de l'adoption d'un accord de tutelle par l'Assemblée générale, et que, pendant cette période de dix ans, le territoire soit placé sous le régime international de tutelle et que l'Italie soit désignée comme Autorité chargée de son administration, aidée et conseillée par un Conseil consultatif composé des représentants de la Colombie, de l'Egypte et des Philippines;

ATTENDU que le Conseil de Tutelle, à la requête de l'Assemblée générale, a négocié un projet d'accord de tutelle avec l'Italie, et qu'il l'a approuvé au cours de la ... séance de sa sixième session, le ...;

ATTENDU que le Gouvernement de l'Italie a accepté d'assumer la responsabilité d'Autorité chargée de l'administration de ce territoire;

ATTENDU que les Gouvernements de la Colombie, de l'Egypte et des Philippines ont accepté d'assumer la responsabilité d'aider et de conseiller l'Autorité chargée de l'administration en qualité de membres du Conseil consultatif;

EN CONSEQUENCE, L'ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES APPROUVE pour le Territoire précédemment connu sous le nom de Somalie italienne les dispositions de tutelle suivantes :

#### Article 1

Le Territoire auquel l'Accord s'applique est le territoire précédemment connu sous le nom de Somalie italienne et désigné ci-après par l'expression : "le Territoire", borné par le Protectorat de Somalie, l'Ethiopie, le Kenya, le Golfe d'Aden et l'Océan Indien. Ses frontières seront celles que fixent les accords internationaux en vigueur, et le Territoire, pour autant qu'il n'est pas encore délimité, sera délimité suivant une procédure approuvée par l'Assemblée générale.

#### Article 2

L'administration du Territoire sera confiée à l'Italie et le Gouvernement de l'Italie (désigné dans le présent Accord sous le nom "d'Autorité chargée de l'administration") sera représenté par un Administrateur. L'Autorité chargée de l'administration du territoire sous tutelle sera responsable devant les Nations Unies du maintien de la paix et de l'ordre dans ce territoire et devra en assurer la bonne administration, conformément aux termes du présent Accord.

L'Autorité chargée de l'administration sera aidée et conseillée par un Conseil consultatif composé de représentants de la Colombie, de l'Egypte et des Philippines.

L'Administrateur et le Conseil consultatif auront leur Siège à Mogadisque.

### Article 3

L'Autorité chargée de l'administration s'engage à administrer le Territoire conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies relatives au Régime international de tutelle, telles qu'elles figurent aux Chapitres XII et XIII, aux sections pertinentes de la Résolution 289 (IV) de l'Assemblée générale, en date du 21 novembre 1949, et aux dispositions du présent Accord, en vue de rendre effective l'indépendance du Territoire dans un délai de dix ans à dater de l'approbation du présent Accord par l'Assemblée générale.

L'Autorité chargée de l'administration :

1. Encouragera le développement d'institutions politiques libres et favorisera l'évolution de la population du Territoire vers l'indépendance; et, à cette fin, lui accordera une participation de plus en plus étendue à l'activité des divers organes du Gouvernement;
2. Favorisera le progrès économique des habitants et leur capacité à subvenir à leurs propres besoins et, à cette fin, règlera l'emploi des ressources naturelles; encouragera le développement des pêcheries, de l'agriculture, du commerce et de l'industrie; protégera les habitants contre la perte de leurs terres et de leurs ressources et améliorera les moyens de transport et de communication;
3. Favorisera le progrès social de la population et, à cette fin, protégera les droits et les libertés fondamentales de tous les éléments de la population sans distinction; protégera la santé des habitants, réglementera le trafic des armes et des munitions, de l'opium et autres drogues nuisibles, de l'alcool et des autres spiritueux; interdira toute forme d'esclavage et de traite des esclaves ainsi que le mariage d'enfants; appliquera les conventions internationales existantes sur la prostitution; interdira toute forme de travail forcé ou obligatoire, sauf s'il s'agit de travaux ou de services publics essentiels, et seulement en cas de danger public et moyennant une rémunération équitable et une protection convenable du bien-être des travailleurs; et instituera toutes autres réglementations



qui seraient nécessaires pour protéger la population contre tous abus dans le domaine social.

#### Article 4

1. L'Autorité chargée de l'administration, reconnaissant que l'éducation, au sens le plus large, est la seule base ferme sur laquelle il soit possible de fonder le progrès moral, social, politique et économique de la population du Territoire, et convaincue qu'une indépendance nationale, respectueuse de la liberté et de la démocratie, ne peut s'obtenir que de cette façon, s'engage à instaurer un système d'enseignement solide et sainement conçu respectant la culture et la religion islamique.
2. L'Autorité chargée de l'administration s'engage en conséquence à favoriser le progrès de la population en matière d'enseignement et, à cet effet, à instituer aussi rapidement que possible un système d'instruction publique comprenant des écoles primaires, secondaires, professionnelles (notamment des écoles normales d'instituteurs) et techniques, à assurer gratuitement l'instruction primaire au moins et à favoriser de toutes manières l'enseignement supérieur et professionnel ainsi que les progrès culturels.
3. L'Autorité chargée de l'administration devra prendre notamment toutes les mesures appropriées :
  - a) pour qu'un nombre suffisant d'étudiants qualifiés choisis parmi la population indigène reçoive, hors du Territoire, un enseignement universitaire et professionnel de façon que ledit Territoire, lorsqu'il deviendra un Etat souverain indépendant, dispose d'un personnel qualifié en nombre suffisant;
  - b) pour combattre l'analphabétisme par tous les moyens possibles;
  - c) pour que, dans les écoles et autres établissements d'enseignement, soit donné un enseignement portant sur l'activité des Nations Unies et de leurs organes, les objectifs fondamentaux du Régime international de tutelle et la Déclaration universelle des droits de l'homme.

## Article 5

L'Autorité chargée de l'administration collaborera pleinement avec l'Assemblée générale des Nations Unies et le Conseil de tutelle dans l'accomplissement de toutes celles de leurs fonctions que définissent les Articles 87 et 88 de la Charte des Nations Unies.

En conséquence, l'Autorité chargée de l'administration s'engage :

1. A présenter à l'Assemblée générale des Nations Unies un rapport annuel qui sera rédigé d'après le Questionnaire dressé par le Conseil de tutelle conformément à l'Article 88 et à y faire figurer des renseignements relatifs aux mesures prises en vue de donner effet aux propositions et recommandations de l'Assemblée générale et du Conseil de tutelle;
2. A désigner un représentant accrédité pour assister aux séances du Conseil de tutelle pendant lesquelles seront examinés les rapports présentés au sujet du Territoire par l'Autorité chargée de l'administration et les pétitions relatives à la situation dans le Territoire;
3. A faciliter les visites périodiques du Territoire, ainsi que toutes les investigations et enquêtes spéciales que l'Assemblée générale ou le Conseil de tutelle estimerait nécessaires, aux dates et selon les dispositions convenues avec l'Autorité chargée de l'administration;
4. A faciliter à l'Assemblée générale ou au Conseil de tutelle l'application de ces dispositions et de celles que les organes des Nations Unies seraient amenés à prendre conformément aux termes du présent accord.

## Article 6

L'Autorité chargée de l'administration pourra maintenir les forces de police et lever les contingents de volontaires nécessaires au maintien de la paix et de l'ordre dans le Territoire.

L'Autorité chargée de l'administration, après consultation avec le Conseil consultatif pourra établir, dans le Territoire, des installations et y prendre toutes mesures, y compris des mesures de développement progressif des forces de défense Somalies, qui peuvent être nécessaires, dans les limites fixées par la Charte des Nations Unies, pour la défense du Territoire et le maintien de la paix internationale et de la sécurité.

#### Article 7

L'Autorité chargée de l'administration aura pleins pouvoirs de législation, d'administration et de juridiction sur le Territoire, sous réserve des dispositions de la Charte des Nations Unies, du présent Accord et de l'Annexe qui l'accompagne, et pourra appliquer au Territoire, à titre temporaire et avec les modifications qui seront jugées nécessaires, les lois italiennes appropriées à la situation et aux besoins du Territoire et qui ne sont pas incompatibles avec l'accession du Territoire à l'indépendance.

#### Article 8

1. L'Autorité chargée de l'administration tiendra le Conseil consultatif au courant de toutes les questions relatives au progrès de la population du Territoire dans les domaines politique, économique, social et de l'instruction, y compris la législation s'y rapportant, et le Conseil consultatif pourra présenter à l'Autorité chargée de l'administration les observations et recommandations qu'elle estimera de nature à faciliter la réalisation des objectifs visés par le présent Accord.

2. L'Autorité chargée de l'administration demandera l'avis du Conseil consultatif sur toutes les mesures envisagées en vue de l'instauration, du développement et de l'établissement ultérieur d'un régime de complète autonomie dans le Territoire et notamment au sujet des plans relatifs à :

- a) la création et le développement d'organes autonomes;
- b) le développement économique et financier;
- c) l'amélioration de l'enseignement;
- d) les réformes sociales afférentes à la réglementation du travail;
- e) le transfert des fonctions gouvernementales à un gouvernement indépendant et régulièrement constitué du Territoire.

3. L'Autorité chargée de l'administration demandera l'avis du Conseil consultatif sur les arrêtés et ordonnances que l'Administrateur du Territoire pourrait édicter et promulguer dans des circonstances exceptionnelles, conformément à l'article ... de la Déclaration de principes constitutionnels (voir Annexe).

## Article 9

Le Conseil consultatif jouira des facilités et aura libre accès aux sources d'information qui pourront lui être nécessaires pour l'exercice de ses fonctions.

## Article 10

Les membres du Conseil consultatif et leur Secrétariat jouiront dans le Territoire des mêmes privilèges et immunités dont ils jouiraient si la Convention sur les privilèges et les immunités des Nations Unies était applicable au Territoire.

## Article 11

1. Les Etats membres du Conseil consultatif, s'ils ne sont pas membres du Conseil de tutelle, seront habilités à participer sans droit de vote aux débats du Conseil de tutelle sur toutes questions qui intéressent directement le Territoire.
2. Au cours de ces débats, les membres du Conseil consultatif ou la majorité d'entre eux agissant au nom du Conseil consultatif, ou chacun d'eux agissant séparément, pourront faire au Conseil de tutelle toutes déclarations orales ou lui soumettre tous rapports et memoranda écrits qui seraient nécessaires pour lui permettre d'examiner en connaissance de cause toutes questions qui intéressent directement le Territoire.

## Article 12

L'Autorité chargée de l'administration s'engage à maintenir, dans le Territoire, l'application des conventions et accords internationaux qui y sont déjà en vigueur, et à y appliquer les conventions et recommandations adoptées par les Nations Unies ou les institutions spécialisées dont il est fait mention à l'Article 57 de la Charte et qui seraient conformes aux intérêts de la population et compatibles avec les fins essentielles du Régime international de tutelle, les dispositions de la résolution 289(IV) de l'Assemblée générale en date du 21 novembre 1949 et les dispositions du présent Accord.

## Article 13

L'Autorité chargée de l'administration s'assurera que le Territoire est en mesure de collaborer et de participer au fonctionnement des organismes internationaux et régionaux, en particulier des institutions spécialisées.

## Article 14

En vue de favoriser le progrès économique et social des populations autochtones, l'Autorité chargée de l'administration devra, en ce qui concerne la promulgation des lois relatives à la tenure du sol ou à l'aliénation de la propriété foncière ou autres ressources naturelles, prendre en considération les lois et coutumes des autochtones, respecter leurs droits et sauvegarder leurs intérêts, tant présents que futurs.

L'Autorité chargée de l'administration n'autorisera pas, sans le consentement, dans chaque cas, de la majorité des deux tiers des membres du Conseil du territoire prévu à l'Annexe, l'acquisition, par des personnes non autochtones ou des sociétés ou associations contrôlées par de telles personnes, de tout droit sur des terres situées dans le territoire, sauf cession à bail pour une période fixée par la loi. S'il s'agit d'aliénation de propriétés portant sur plus de mille acres de terres agricoles à des personnes non autochtones ou à des sociétés ou associations contrôlées par de telles personnes, l'Autorité chargée de l'administration demandera également l'avis du Conseil consultatif. Elle inclura dans son rapport annuel au Conseil de tutelle un état détaillé des aliénations de propriété répondant à ces conditions.

L'Autorité chargée de l'administration interdira l'acquisition par des personnes non autochtones ou des sociétés ou associations contrôlées par de telles personnes, de tout droit sur toutes autres ressources naturelles situées dans le Territoire, sauf cession à bail pour une période fixée par la loi.



## Article 15

Sous réserve des dispositions de l'Article 17 du présent accord, l'Autorité chargée de l'administration prendra toutes les mesures nécessaires en vue d'assurer à tous les Etats Membres des Nations Unies et à leurs ressortissants, ainsi qu'à ses propres ressortissants, l'égalité de traitement en matière sociale, économique, industrielle et commerciale, et à cet effet:

a) Assurera à tous les ressortissants des Etats Membres des Nations Unies, ainsi qu'à ses propres ressortissants, la liberté de transit et de navigation, y compris la liberté de transit et de navigation par air, et la protection de la personne et des biens, sous réserve des exigences de l'ordre public et à condition que les lois locales soient respectées;

b) Assurera à tous les ressortissants des Etats Membres des Nations Unies les mêmes droits qu'à ses propres ressortissants en ce qui concerne l'accès et la résidence dans le Territoire, l'acquisition de biens meubles et immeubles et l'exercice des professions et des métiers;

c) N'établira, ni à l'égard des ressortissants des Membres des Nations Unies ni à l'égard de ses propres ressortissants, aucune discrimination fondée sur la nationalité, en ce qui concerne l'octroi de concessions pour le développement des ressources naturelles du Territoire, et n'accordera pas de concessions ayant le caractère d'un monopole général;

d) Assurera l'égalité de traitement dans l'administration de la justice à tous les ressortissants des Membres des Nations Unies ainsi qu'à ses propres ressortissants.

Les droits conférés par le présent Article aux ressortissants des Etats Membres des Nations Unies et aux ressortissants de l'Autorité chargée de l'administration s'étendent, dans les mêmes conditions, aux sociétés ou associations contrôlées par ces ressortissants et constituées selon la législation de l'un quelconque de ces Etats ou celle de l'Autorité chargée de l'administration.

## Article 16

L'application des dispositions de l'Article 15 est subordonnée à l'obligation primordiale qui incombe à l'Autorité chargée de l'administration en vertu de l'Article 76 de la Charte des Nations Unies, de favoriser le progrès politique, économique et social, ainsi que le développement de l'instruction des habitants du Territoire, de réaliser les autres fins essentielles du Régime international de

tutelle et les dispositions de la Résolution 289 (IV) de l'Assemblée générale, en date du 21 novembre 1949, et de maintenir la paix, l'ordre et la bonne administration.

L'Autorité chargée de l'administration aura notamment la faculté:

a) d'organiser les services et les travaux publics essentiels de la manière et dans les conditions qu'elle estimera justes;

b) de créer des monopoles d'un caractère purement fiscal afin de procurer au Territoire les ressources fiscales qui paraîtront le mieux s'adapter aux besoins locaux ou qui sembleront les plus conformes aux intérêts des habitants du Territoire;

c) chaque fois que les intérêts du progrès économique des habitants du Territoire l'exigeront, d'organiser ou d'autoriser l'organisation, à des fins déterminées, d'autres monopoles ou entreprises présentant le caractère d'un monopole, dans des conditions de contrôle public convenables, pourvu que, dans le choix de toute institution chargée d'exécuter les dispositions du présent paragraphe, autre que les institutions contrôlées par le Gouvernement du Territoire ou que celles auxquelles participe ce Gouvernement, l'Autorité chargée de l'administration n'établisse à l'égard des Etats Membres des Nations Unies ou de leurs ressortissants, aucune discrimination fondée sur la nationalité.

#### Article 17

Aucune disposition du présent Accord ne donne le droit à un membre des Nations Unies de réclamer pour lui-même ou pour ses ressortissants, ses sociétés et ses associations, le bénéfice des dispositions de l'Article 15 dans un domaine où il n'accorde pas aux habitants, sociétés et associations du Territoire, l'égalité de traitement avec les ressortissants, sociétés ou associations de l'Etat auquel il accorde le traitement le plus favorable.

#### Article 18

L'Autorité chargée de l'administration, agissant dans un esprit de tolérance religieuse, garantira dans le territoire la pleine liberté de conscience et de culte et assurera la liberté de l'enseignement religieux et le libre exercice de tous les cultes.

Les missionnaires de toutes confessions auront le droit d'accès, de transit et de séjour dans le territoire; ils pourront y acquérir et y posséder des biens sous réserve des conditions stipulées à l'Article 15 du présent Accord, y édifier des bâtiments religieux et des hôpitaux et y ouvrir des écoles sous réserve des règles établies par les lois en vigueur en vue du progrès de l'instruction parmi les habitants du Territoire.

Les dispositions du présent Article ne seront subordonnées qu'aux réserves que rendraient nécessaires le maintien de l'ordre et la sauvegarde des bonnes moeurs.

#### Article 19

L'autorité chargée de l'administration garantira à la population du territoire la complète liberté de parole, de la presse, de réunion et de pétition sans distinction de race, de sexe, de langue, d'opinion politique ou de religion, sous la seule réserve des nécessités de l'ordre public.

#### Article 20

Rien dans le présent Accord ne portera préjudice au droit qu'a l'Autorité chargée de l'administration ou le Conseil de tutelle de proposer, à un moment quelconque, la modification ou l'amendement du présent Accord dans l'intérêt du Territoire ou pour des raisons qui ne soient pas incompatibles avec les fins essentielles du Régime international de tutelle.

Le texte du présent Accord ne sera pas modifié, ni amendé, sauf dans les conditions stipulées aux Articles 79 et 85 de la Charte des Nations Unies.

#### Article 21

Tout différend, quel qu'il soit, qui viendrait à s'élever entre l'Autorité chargée de l'administration et un Etat Membre des Nations Unies, quant à l'interprétation ou à l'application des dispositions du présent Accord, sera, s'il ne peut être réglé par négociations directes ou par tout autre moyen, soumis à la Cour internationale de Justice, comme il est prévu au Chapitre XIV de la Charte des Nations Unies.

## Article 22

Le présent accord, dont fait partie intégrante la Déclaration de principes constitutionnels qui figure ci-joint en annexe, entrera en vigueur dès qu'il aura été approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies et ratifié par l'Italie.

Cependant, après que le Conseil de tutelle et l'Italie se seront entendus sur les termes de l'accord de tutelle et en attendant l'approbation du présent accord par l'Assemblée générale, l'autorité chargée de l'administration s'engagera à administrer provisoirement le Territoire de façon conforme aux dispositions de la Charte et à celles du présent accord, et elle assumera cette administration provisoire à la date et suivant les dispositions arrêtées de concert par l'Italie et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord pour le transfert méthodique des pouvoirs.

## Article 23

Le présent accord cessera d'être en vigueur dix ans après la date de l'approbation de l'accord de tutelle par l'Assemblée générale; à l'expiration de cette période, le Territoire deviendra un Etat souverain indépendant.

## Article 24

L'autorité chargée de l'administration présentera au Conseil de tutelle, dix-huit mois au moins avant l'expiration du présent accord, un plan de transfert méthodique de toutes les fonctions gouvernementales à un Gouvernement indépendant et régulièrement constitué du Territoire.

ANNEXE

DECLARATION DE PRINCIPES CONSTITUTIONNELS

Préambule

VU la recommandation faite par l'Assemblée générale des Nations Unies à sa quatrième session ordinaire et tendant à placer le territoire autrefois connu sous le nom de Somalie italienne sous le Régime international de tutelle, l'Italie étant l'Autorité chargée de l'administration;

CONSIDERANT les dispositions de la Charte des Nations Unies qui établissent le Régime international de tutelle ainsi que les clauses de l'Accord de tutelle, dont la présente déclaration fait partie intégrante, concernant le Territoire, et conformément aux dispositions de la Résolution 289 (IV) adoptée par l'Assemblée générale à ladite session régulière;

A L'EFFET DE garantir solennellement les droits des habitants du Territoire et d'assurer par étapes successives, et conformément aux principes démocratiques, le développement graduel d'institutions destinées à assurer la réalisation d'une pleine autonomie, de l'indépendance et des fins de la tutelle, conformément à la Charte des Nations Unies;

IL EST PROCLAME PAR LES PRESENTES :

Article 1

La souveraineté du Territoire appartient à la population de celui-ci et sera exercée en son nom et dans les conditions exposées ci-après par l'Autorité que la décision des Nations Unies a chargée de l'administration.

Article 2

L'Autorité chargée de l'administration prendra les mesures nécessaires pour donner aux habitants du Territoire un statut de citoyenneté du Territoire et pour leur assurer une protection diplomatique et consulaire quand ils se trouveront en dehors des limites territoriales du Territoire et du Territoire de l'Autorité chargée de l'administration.

Article 3

L'Administrateur sera investi du pouvoir exécutif suprême dans le Territoire.



## Article 4

L'Administrateur nommera un Conseil du Territoire composé d'habitants du Territoire et représentatif de la population du Territoire.

Pour toutes les questions autres que la défense nationale et les affaires étrangères, l'Administrateur consultera le Conseil du Territoire.

Le pouvoir législatif du Territoire sera normalement exercé par l'Administrateur, après consultation du Conseil du Territoire, jusqu'au moment où aura été établie une Assemblée législative élue.

## Article 5

Dans des circonstances exceptionnelles, l'Administrateur pourra, après avoir consulté le Conseil consultatif, prendre et promulguer les ordonnances que, selon lui, les circonstances exigeront.

Ces ordonnances seront soumises au Conseil du Territoire le plus tôt possible et l'Autorité chargée de l'administration rendra compte de toutes les ordonnances de ce genre dans son rapport annuel au Conseil de tutelle.

## Article 6

Pour les questions relatives à la défense nationale et aux affaires étrangères, comme pour les autres questions, l'Autorité chargée de l'administration rendra compte au Conseil de tutelle et prendra en considération toute recommandation que le Conseil pourra juger bon de formuler.

## Article 7

L'Autorité chargée de l'administration prendra, en ce qui concerne l'administration de la justice, les dispositions nécessaires pour l'institution d'un système judiciaire qui garantisse l'indépendance absolue du pouvoir judiciaire et fera en sorte que des représentants de la population autochtone soient progressivement investis de fonctions judiciaires et que la compétence des tribunaux de première instance soit graduellement étendue.

Selon qu'il sera opportun dans chaque cas d'espèce, l'Autorité chargée de l'administration appliquera le droit musulman et le droit coutumier local.

#### Article 8

L'Autorité chargée de l'administration, conformément aux principes énoncés dans sa propre Constitution et sa propre législation, garantira à tous les habitants du Territoire les droits de l'homme et les libertés fondamentales, ainsi que la pleine égalité devant la loi, sans distinction de race, de sexe, de langue, d'opinion politique ou de religion.

#### Article 9

L'Autorité chargée de l'administration garantira à tous les habitants du Territoire la plénitude des droits civils, ainsi que de ceux d'entre les droits politiques qui sont compatibles avec le progrès politique, social, économique et culturel des habitants et avec l'évolution des institutions traditionnelles vers un régime démocratique représentatif. En particulier, elle leur garantira :

1. Le maintien de leur statut personnel et successoral, en tenant compte de son évolution progressive;
2. L'inviolabilité de la liberté individuelle, qui ne pourra être limitée que par mandat judiciaire et seulement dans les cas prévus et conformément aux dispositions prescrites par la loi;
3. L'inviolabilité du domicile, auquel l'Autorité compétente ne pourra avoir accès que selon la procédure prévue par la loi et dans les conditions prescrites en accord avec les coutumes locales, et sous réserves des garanties afférentes à la protection de la liberté individuelle;
4. L'inviolabilité de la liberté et du secret des communications et de la correspondance, qui ne pourront être limités que par ordonnance judiciaire motivée et sous réserve des garanties établies par la loi;
5. Le droit de propriété, sous réserve des expropriations effectuées à des fins d'utilité publique moyennant le versement préalable d'une juste indemnité, et selon les dispositions prescrites par la loi;
6. Le libre exercice des professions et métiers, conformément aux dispositions prescrites par la loi, et à la coutume locale;
7. Le droit de postuler des emplois publics, selon les dispositions prescrites par la loi;

8. Le droit d'émigrer et de se déplacer, sous réserve des dispositions de la législation que pourrait prescrire la loi pour des raisons d'hygiène ou de sécurité publiques.

#### Article 10

L'Autorité chargée de l'administration accepte comme l'idéal à atteindre dans le Territoire la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme que l'Assemblée générale des Nations Unies a adoptée le 10 décembre 1948.